

Consultation prébudgétaire 2026:

Mémoire de la Coalition pour le définancement de la police de Montréal



Introduction:	2
Portrait global du budget municipal en sécurité publique:	3
Priorités de financement et de définancement:	6
Itinérance	6
Transport public	7
Consommation de drogues	8
Interventions de crise	9
Prévention de la violence	10
Défense des droits	11
Conclusion:	14

Le 21 mai 2025
Commission sur les finances et l'administration
Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Introduction:

Chers membres de la Commission,

La Coalition pour le définancement de la police est un regroupement montréalais de personnes et d'organisations engagées pour la justice sociale, la sécurité communautaire et la transformation des systèmes qui perpétuent la violence structurelle. Nous militons pour une redistribution équitable des ressources municipales, afin de répondre aux besoins réels des communautés, notamment les plus marginalisées.

Nous présentons cette opinion écrite dans le cadre de la consultation prébudgétaire 2026, pour exiger une réallocation significative des fonds actuellement alloués au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) vers des organismes communautaires dont le travail est fondé sur la prévention, les soins, la solidarité et la dignité humaine.

Depuis des décennies, la police est utilisée comme solution à toute une série de situations et de problèmes sociaux qu'elle ne peut pas résoudre, et les budgets de la police augmentent alors que le financement d'autres solutions diminue. Nous appelons à un renversement de cette dynamique : un transfert de fonds importants de la police vers des réponses communautaires aux nombreuses situations et problèmes que la police ne peut pas résoudre — un transfert de ressources qui réduira les appels à des interventions policières. Il s'agit de rectifier le *surfinancement* de l'appareil policier et le *sous-financement* de services essentiels qui favorisent une sécurité réelle et durable: le logement social, les soins de santé mentale, les programmes jeunesse, les services de réduction des méfaits, l'accueil des personnes en situation d'itinérance, l'intervention et l'accompagnement en situation de crise, et bien plus encore.

Nous rejetons l'idée selon laquelle la sécurité publique passe par une présence policière renforcée. Il est bien connu, d'une part, que seul un faible pourcentage des interventions de la police — environ 30 % — répondent aux enjeux de la criminalité ou la sécurité. La plupart sont des interventions sociales, une réponse à des besoins sociaux qui, à une époque antérieure, auraient été satisfaits par des services non policiers. L'utilisation de la police de cette manière tend à transformer les problèmes sociaux en problèmes de criminalité et à appliquer le seul outil dont dispose la police : l'usage de la force. En conséquence, les interventions policières — souvent répressives, toujours violentes — contribuent à criminaliser la pauvreté, les troubles de santé mentale, l'usage de substances, et l'occupation de l'espace public par des personnes racisées, autochtones ou en situation d'exclusion.

Nous croyons fermement que la sécurité doit être repensée comme un accès collectif à des conditions de vie dignes. Cela signifie soutenir les personnes et les communautés à travers des ressources stables, accessibles, dirigées par et pour les populations concernées.

Nous appelons la Ville de Montréal à prendre des mesures concrètes en cohérence avec son plan stratégique 2030, en réinvestissant dans les services communautaires, en soutenant les initiatives de justice sociale, et en réduisant la dépendance au modèle policier comme réponse aux enjeux sociaux.

Portrait global du budget municipal en sécurité publique:

Notre mémoire porte sur le financement de la sécurité publique à Montréal. Traditionnellement, le budget de la « sécurité publique » n’inclut que deux institutions: le Service de police de Montréal (SPVM) et le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM). Toutefois, un consensus s’est développé à travers les expert·es et les acteur·trices de terrain pour dire que la sécurité publique est une affaire collective, et non simplement une question de maintien de l’ordre, d’application de la loi, et de répression policière.

Cette vision a été adoptée par la Ville de Montréal, mais seulement rhétoriquement. « Le Modèle montréalais pour une ville sécuritaire propose un front commun contre les violences », [selon la mairesse](#). Pourtant, le budget municipal révèle une toute autre réalité: l’approche montréalaise à la sécurité publique reste entièrement fondée sur l’action policière (voir Figure 1).

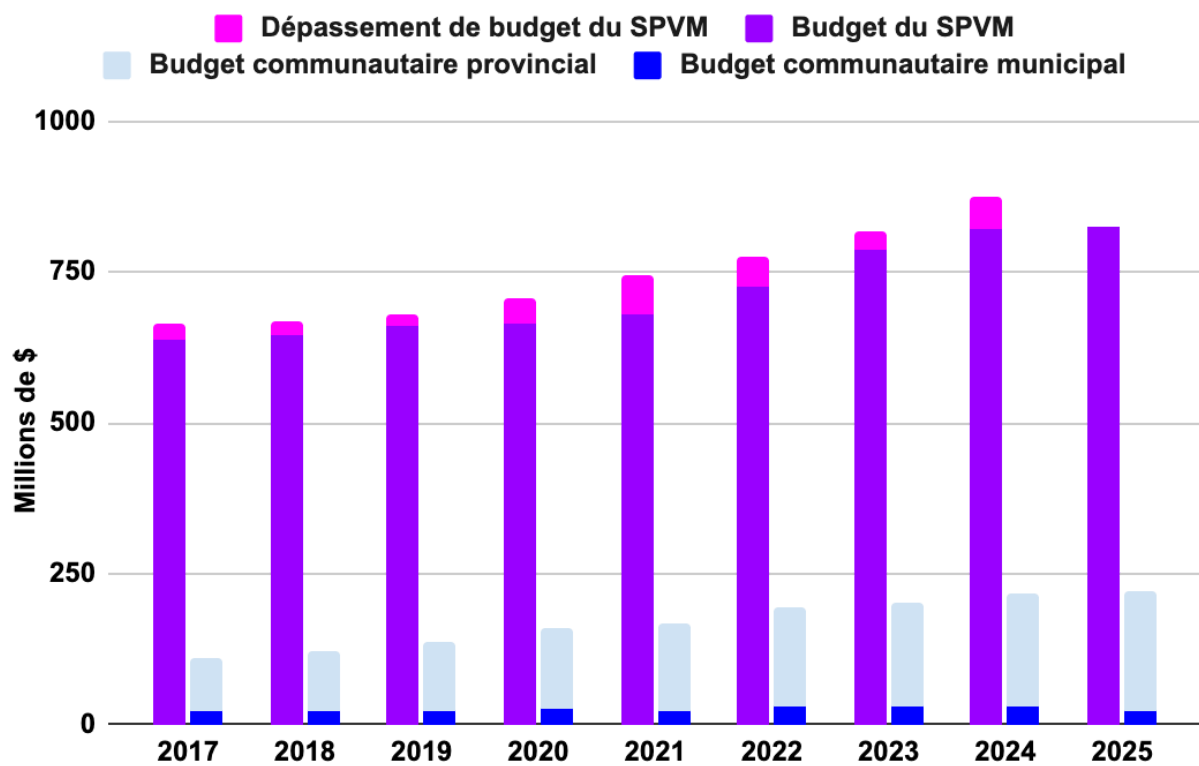


Figure 1: Comparaison entre le budget du SPVM et le budget des 540 organismes communautaires de Montréal (incluant le financement municipal et provincial)

- La Ville investit en moyenne \$25M par an dans les organismes communautaires (et près de la moitié de ces fonds viennent du gouvernement provincial à travers les Alliances pour la solidarité). En contraste, la Ville a investi \$824M dans le SPVM en 2025.
- Le budget du SPVM a augmenté de près de \$200M depuis 2017, alors que le budget des organismes communautaires est resté stable. **L'augmentation de budget du SPVM sur la période est égale au financement de tout le secteur communautaire sur la période.** De plus, ces \$200M ont presque uniquement servi à embaucher plus de policiers·ère·s et augmenter leurs salaires, deux mesures qui n'ont [aucun impact positif sur la sécurité publique](#).
- Le SPVM dépasse son budget de \$40M en moyenne par année depuis 2017. Le SPVM est le seul corps de police au Canada auquel on permet de dépasser son budget. **Le seul dépassement du budget annuel du SPVM est deux fois supérieur au budget annuel total du secteur communautaire.**
- En comptant le financement provincial octroyé par le Programme de soutien aux organismes communautaires (\$198M en 2025), il apparaît que **les 540 organismes communautaires de Montréal se partagent moins d'un tiers du budget du SPVM.**
- Selon le Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM), les groupes montréalais [ont besoin](#) de \$133M de plus par année pour faire leur travail adéquatement. Le gouvernement provincial doit augmenter ses contributions, mais la Ville de Montréal doit prendre ses responsabilités. Ce mémoire offre des pistes de solution.

Notre principale intervention dans ce mémoire est d'énoncer une évidence : la sécurité publique n'est pas une fonction de la police, mais un vaste réseau de programmes et d'organisations. Nous demandons un budget qui reflète cette évidence. Selon les membres de notre Coalition, la sécurité publique passe tout autant par le financement des organismes communautaires que par le définancement du SPVM. Pour produire une réelle sécurité publique, les membres de la Coalition revendiquent une réduction de 50% du budget du SPVM réalisée à travers une élimination des activités policières nocives ou contre productives. Cela libérerait environ \$400M qui peuvent être réinvestis pour créer une sécurité durable et collective à Montréal.

Nous suggérons une approche à trois niveaux:

1. Éliminer les activités policières qui sont une source d'insécurité:

La Ville est au courant qu'une large partie du travail du SPVM est en violation des droits de la personne: c'est notamment le cas de la pratique des interpellations, du profilage racial, du profilage social, des démantèlements de campements, et de la criminalisation de la possession de drogues et du travail du sexe. De notre point de vue, la Ville n'a pas d'autre choix que mettre fin à ces pratiques discriminatoires pour se conformer à ses obligations constitutionnelles. Du point de vue de la sécurité publique, la Ville peut faire d'une pierre deux coups: diminuer l'insécurité des montréalais·es ciblé·es par ces agressions institutionnelles, tout en libérant des ressources considérables pour gérer les défis sociaux de façon humaine et efficace.

2. Transférer certaines tâches policières à d'autres organismes qui peuvent mieux les accomplir:

La Ville et le SPVM sont aussi au courant qu'une partie des tâches policières devrait être transférée à d'autres organismes plus compétents en la matière. Depuis plus de 10 ans, par exemple, le SPVM cherche à se libérer des 33,000 appels annuels (3% du total) concernant des crises de santé mentale. Il convient de rappeler que ces interventions policières ont mené à la mort de plusieurs citoyen·nes en besoin d'aide, dont le jeune père de famille Abisay Cruz fin mars 2025. De façon similaire, le SPVM dit ne pas vouloir intervenir dans les situations psychosociales, telles que la détresse visible, les conflits entre citoyen·nes, et d'autres enjeux de cohabitation. La Ville reconnaît que l'intervention policière est inadéquate dans ces situations, mais ses solutions (notamment les escouades mixtes et l'Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale (EMMIS)) sont [contre productives](#): elles entravent le travail du secteur communautaire, elles restent répressives et ancrés dans la police, et elles sont négligeables (par exemple, l'Équipe de soutien aux urgences psychosociales (ESUP) n'est que intervenue dans 6% des appels de crise en 10 ans d'existence). Nous proposons donc de mettre fin à l'intervention policière dans le champ psychosocial et de développer un réseau d'intervention non-violent, civil et ancré dans le communautaire, pour remplacer la police en tant que premier-répondant·es.

3. Prévenir l'insécurité par un travail de long-terme sur ses racines:

Finalement, la Ville reconnaît qu'il vaut mieux prévenir la violence plutôt que la réprimer, et que cela requiert un travail sur le long-terme pour agir sur les racines socio-économiques de l'insécurité. C'est tout l'intérêt du « Modèle montréalais pour une ville sécuritaire ». Cependant, il est impensable de réaliser cette vision sans un financement adéquat des groupes communautaires. Ce sont ces groupes qui œuvrent jour après jour pour protéger les personnes vulnérables, pour prévenir la violence et la souffrance, et pour créer un bien-être collectif.

Priorités de financement et de définancement:

Itinérance		
Actions policières à éliminer	Soutien communautaire à financer	Organismes à financer
• Mettre fin aux pratiques liées au profilage social, telles que les interpellations et contraventions pour “incivilités”, les interventions policières “proactives”, et les patrouilles de police dans les milieux de vie des personnes itinérantes. • Mettre fin aux démantèlements des campements. • Abolir les escouades mixtes (EMIC, EMRII, ECCR). • Abolir l’escouade “civile” EMMIS et rediriger ses fonds vers des équipes ancrées dans le secteur communautaire autonome.	• Assurer la présence de travailleur·euses de rue dans tous les quartiers. • Aménager les campements (i.e., toilettes, accès à l’eau et à la nourriture, récolte des déchets, services), comme le demande la Commission canadienne sur les droits de la personne. • Implantation de ressources dans tous les quartiers: centres de jour, refuges, cliniques de santé urbaine. • Augmentation des hébergements ouverts en tout temps pour les personnes qui fréquentent la rue, en situation d’itinérance et/ou vivent des situations précaires • Création d’espaces d’entrepôts les membres de la communauté voulant conserver certains biens. • Développement d’une variété de logements: hébergement de transition; logement pour les personnes qui souhaitent du soutien dans la gestion de la consommation des drogues; logements de transition pour les jeunes adultes qui ont	• Association Québécoise pour la promotion de la santé des personnes utilisatrices de drogues (AQPSUD) • Action Santé Travesti(e)s et Transsexuel(le)s du Québec (ASTTeQ) • En marge 12-17 • First Peoples Justice Centre of Montreal • Head and Hands • Pact de rue • Plein milieu • Maison Benoit Labre • Native Harm Reduction • Native Women's Shelter • Projet d’Intervention auprès des mineurs-res prostitués·ées (Le PIAMP) • Resilience Montreal • Réseau d’aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) • REZO santé • Spectre de rue • Stella, l'amie de Maimie

	été prises en charge par le système de protection de la jeunesse. ● Investir massivement dans le développement de logement social. ● Soutenir financièrement les organismes de défense des locataires pour lutter contre les évictions et minimiser leurs conséquences.	
Transport public		
Actions policières à éliminer	Soutien communautaire à financer	Organismes à financer
● Éliminer l'escouade mixte EMIC. ● Éliminer la section "métro" du SPVM. ● Désarmer les constables spéciaux de la STM. ● Éliminer ou réduire massivement la présence des constables spéciaux de la STM. ● Éliminer les dispositions réglementaires qui visent à exclure et discriminer les personnes itinérantes dans le transport public (e.g., l'interdiction sur le flânage). ● Éliminer les dispositions réglementaires utilisées pour harceler et exclure d'autres groupes marginalisés (notamment les jeunes racisés) du métro.	● Investir dans des initiatives de travail de rue et de médiation dans le métro, portées par le secteur communautaire. ● Aménager les stations de métro pour tous (e.g., accessibilité pour les personnes à mobilité réduite ou en situation de handicap, toilettes publiques, zone de repos). ● Rendre les transports accessibles et gratuits. ● Augmenter le financement de la STM pour: maintenir une haute fréquence de service et ainsi éviter des foules dangereuses; allonger les heures d'ouvertures du métro; rénover les infrastructures; financer des postes pour un nettoyage des stations plus fréquent et augmenter le salaire du personnel.	● Cactus ● Climate Justice Montreal ● En Marge 12-17 ● Le PIAMP ● Pact de rue ● Plein milieu ● REZO Santé ● Spectre de rue ● Stella, l'amie de Maimie ● Société de transport de Montréal (STM) ● Travail de rue/Action communautaire (TRAC)

Consommation de drogues

Actions policières à éliminer	Soutien communautaire à financer	Organismes à financer
• Décriminalisation de la possession de drogues sur le territoire de Montréal. • Mettre fin à l'harcèlement policier des personnes qui sont contraintes de consommer dans l'espace public par faute d'alternatives.	• Investissement dans les organismes qui œuvrent en réduction des méfaits. • Augmentation des sites de consommations supervisés et autres espaces de consommation. • Soutien aux sites de distribution de drogues testées et sûres. (21 personnes meurent d'une surdose chaque jour au Canada.) • Soutien aux programmes de rétablissement physique, de mobilité et de gestion de la consommation de drogues.	• Anonyme • AQPSUD • ASTTeQ • Black-Indigenous Harm Reduction Alliance • Canadian Students for Sensible Drug Policy (Montreal) • Cactus • Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le VIH/sida (COCQ-SIDA) • Dopamine • Head and Hands • Indigenous Harm Reduction • Maison Benoit Labre • Native Women's Shelter • Plein Milieu • REZO santé • Stella, l'amie de Maimie • Table des organismes montréalais de lutte contre le sida (TOMS) • Spectre de rue • Ville Sans Surdose

Interventions de crise

Actions policières à éliminer	Soutien communautaire à financer	Organismes à financer
• Éliminer les interventions policières en réponse aux crises de santé mentale, aux situations de détresse psychosociale, et aux conflits de cohabitation. • Abolir les escouades mixtes (e.g., ESUP). • Abolir l'escouade "civile" EMMIS. (Nous questionnons la décision de la ville d'investir dans EMMIS. D'une part, ce n'est pas du financement qui provient du budget de la police, mais des fonds provenant de l'enveloppe globale et qui ne sont pas dirigés vers les organismes communautaires qui œuvrent déjà sur le terrain. De plus, en étant là pour répondre aux plaintes des commerçant·es et des citoyen·nes et pour apporter des solutions immédiates, les équipe de l'EMMIS sont mal équipées pour soutenir de manière concrète et durables les organismes qui s'attaquent vrais enjeux de cohabitation sociales; elles servent plutôt à déplacer (hors de vue) les problèmes, et s'ajoutent aux autres élément de surveillance et de coercition auxquels font déjà face les personnes en situation précaire.)	• Création d'équipes d'urgence de première ligne non violentes, ancrées dans les communautés et dans le secteur communautaire autonome. • Les objectifs de ces équipes seraient de: 1. Répondre aux appels 911 à propos de crises psychosociales. 2. Offrir du support immédiat dans le but de stabiliser et calmer les personnes en situation de détresse et/ou de crise; 3. Répondre aux appels que des individus en détresse feront à une ligne téléphonique 24h/24, 7 jours/7, pour recevoir du support; 4. Offrir des services d'intervention en situation de crise, de prévention du suicide et de soutien aux personnes endeuillées; 5. À travers des références et des suivis, aider les individus à recevoir du soutien post-crise; 6. S'assurer une compréhension mutuelle interculturelle (exemple: langue). • Ces équipes seraient: ○ Civiles;	• AQPSUD • ASTTeQ • Black-Indigenous Harm Reduction Alliance • Burgundy Urban Mediation Project (BUMP) • Café jeunesse multiculturel • COCQ-SIDA • Collectif opposé à la brutalité policière (COBP) • Exeko • First Peoples Justice Centre of Montreal • Head and Hands • Le PIAMP • Native Harm Reduction • Native Women's Shelter • RAPSIM • Resilience Montreal • RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal • REZO santé • Stella, l'amie de Maimie • TOMS • Tracom Crisis Centre

	○ Non-armées; ○ Fondées sur une approche non physique et non violente; ○ Composées d'intervenant·es sociaux, d'intervenant·es en santé mentale, de pair·es ayant reçu des formations, d'aîné·es, de gardien·nes du savoir, de professionnel·les de la santé, d'intervenant·es auprès de personnes endeuillées; ○ Ayant une expertise variée sur: la santé mentale et la prévention du suicide; la sécurité culturelle et les approches qui prennent en compte les traumatismes; l'intervention non violente et la justice réparatrice; les notions de de santé et de bien-être.	● L'Autre Maison – Montréal South West Crisis Intervention Centre ● Association IRIS ● La Maison sous les Arbres ● Suicide Prevention Centre of Montreal (SPCM) ● West Island Crisis Centre
Prévention de la violence		
Actions policières à éliminer	Soutien communautaire à financer	Organismes à financer
● Mettre fin à la pratique des interpellations policières. Les chercheur·euses ont démontré que cette pratique a un impact uniquement négatif sur la sécurité publique et que l'élimination des interpellations est une condition nécessaire pour mettre fin au profilage racial.	● Payer une compensation aux victimes de profilage racial. ● Investir dans le travail de rue auprès des jeunes impliqués dans la criminalité. ● Financer les organismes qui offrent un soutien aux personnes criminalisées. ● Augmentation des centres pour jeunes.	● Black Coalition of Quebec ● Black Community Resource Centre (BCRC) ● Burgundy Urban Mediation Project (BUMP) ● Café jeunesse multiculturel ● Coalition Pozé

● Mettre fin aux interpellations routières arbitraires, autre source majeure de profilage racial. ● Mettre fin aux stratégies “anti-gang de rue” du SPVM et aux escouades “anti-armes à feu” qui opèrent de façon manifestement discriminatoire. ● Réduire la présence policière excessive et harcelante dans certains quartiers. ● Mettre fin aux programmes policiers de “prévention” de la violence. ● Mettre fin à la présence policière dans les écoles. ● Mettre fin au soutien politique inconditionnel de la Ville au SPVM. Il convient de rappeler que la Ville a récemment été condamnée à payer des centaines de millions de dollars de dédommagement aux victimes de profilage racial, et que de nouveaux recours collectifs sont en cours.	● Investir dans les infrastructures récréatives, surtout dans les quartiers victimes de sous-investissement. ● Augmentation du financement aux programmes “Par et pour les jeunes”. ● Investir dans des programmes communautaires de prévention dans les écoles secondaires (e.g., justice transformatrice, cercles de justice, médiation, thérapie). ● Investir dans les programmes communautaires éducatifs, d’employabilité. ● Support communautaire pour les familles ayant des démêlés avec la Direction de la protection de la jeunesse. ● Logements de transition pour les jeunes adultes, particulièrement les personnes qui ont été prises en charge par le système de protection de la jeunesse. ● Aide alimentaire pour les familles.	● Collectif opposé à la brutalité policière (COBP) ● DESTA Black Community Network ● First Peoples Justice Centre of Montreal ● Iskweu Project ● Head and Hands ● Hoodstock ● Intervention Network for Persons Affected by Organized Violence (RIVO) ● Montreal in Action ● Project Genesis
Défense des droits		
Actions policières à éliminer	Soutien communautaire à financer	Organismes à financer
● Réduction ou élimination de la brigade anti-émeute du SPVM et contrôle strict du déploiement de ressources policières lors	● Défense des droits des personnes criminalisées	● AlterHéros ● AIDS Community Care Montréal (ACCM)

de manifestations. Selon le SPVM, c'est la gestion des manifestations qui explique le dépassement annuel de leur budget par des dizaines de millions de dollars. Pourtant, la présence policière lors des manifestations est constamment démesurée. De plus, les actions violentes du SPVM lors des manifestations sont une source d'insécurité majeure pour les manifestant·es et les passant·es, en plus d'être des violations de plusieurs droits civiques (liberté de se rassembler, liberté d'expression, liberté de la presse, etc.). Il convient de rappeler que la Ville a par le passé été condamnée à payer plusieurs millions de dollars de dédommagement aux manifestants suite aux actions du SPVM.	• Défense des droits des communautés racisées • Défense des droits des communautés autochtones • Défense des droits des personnes itinérantes • Défense des droits des personnes consommatrices de drogues • Défense des droits des personnes vivant avec le VIH/sida • Défense des droits des personnes en situation de handicap • Défense des droits des femmes • Défense des droits des communautés 2SLGBTQIA+ • Défense des droits des personnes pratiquant le travail du sexe • Défense des droits des personnes avec un statut d'immigration précaire • Défense des droits des manifestant·es et autres militant·es politiques	• ASTTeQ • Black-Indigenous Harm Reduction Alliance • Black Mental Health Connections Montreal (BMHC MTL) • Burgundy Urban Mediation Project (BUMP) • Centre communautaire LGBTQ+ de Montréal • Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (IWC-CTI) • COCQ-SIDA • Coalition contre la répression et les abus policiers (CRAP) • Collectif opposé à la brutalité policière (COBP) • Collectif Soignons la justice sociale • Conseil québécois LGBT • Exeko • First Peoples Justice Centre of Montreal • Fondation filles d'action • Head and Hands • Hoodstock • Iskweu Project • Justice for Victims of Police Killings • Le PIAMP • Ligue des droits et libertés • MTL Sans Profilage • Police pas la palestine / No over policing Palestine (PPP/NOPP) • Prisoner Correspondence Project
---	--	--

		● Comité autonome du travail du sexe (CATS) ● RAPSIM ● RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal ● REZO Santé ● South Asian Diaspora Action Collective (SADAC) ● Solidarité sans frontières ● Stella, l'amie de Maimie ● TOMS
--	--	--

Conclusion:

Ce que nous demandons, c'est une transformation des priorités municipales : moins de répression, plus de soins et de services. Lorsque nous parlons du définancement de la police, nous parlons de créer une véritable sécurité. Nous parlons de réaffecter les fonds publics de la police à des pratiques et des services qui préviennent les méfaits, tiennent les gens responsables des méfaits qu'ils ont commis et soutiennent les types de transformations individuelles et sociales nécessaires à une véritable sécurité — ce que la police ne fait pas.

La consultation budgétaire doit être un levier pour redistribuer les ressources là où elles sont le plus nécessaires, pas pour valider un *statu quo* injuste.

Nous invitons la Ville à écouter les voix des communautés qui vivent les conséquences directes du financement excessif de la police, et à investir dans des solutions communautaires, humaines et durables.

Coalition pour le définancement de la police

defundlapolice.com

